

# Politique bancaire

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1290

PDF erstellt am: **08.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# L'UBS dans le rouge et le confidentialisme

*L'analyse des comptes de l'Union de banques suisses montre une année 96 florissante. Rendement en hausse, bénéfice ordinaire en augmentation, et plus incroyable, baisse des impôts prélevés par le fisc. Mais la confidentialité perdure quand il s'agit de dévoiler la politique d'assainissement des secteurs à risque. Un intérêt d'utilité publique pourtant.*

**L**E BOUCLEMENT DES comptes de l'UBS n'a fait que confirmer, à quelques chiffres près, ce qui avait été annoncé. Des amortissements, des corrections de valeur d'un montant inouï (5,5 milliards) entraînent une perte pour l'exercice 1996. Aux commentaires antérieurs, on ajoutera simplement ceci.

## Une responsabilité publique

Les affaires ont été bonnes en 1996. Le bénéfice ordinaire (sans les amortissements exceptionnels) aurait augmenté de 7% pour se situer à hauteur de 1,8 milliard. Les commissions prennent de plus en plus d'ampleur (4,8 milliards), mais le rendement des crédits est aussi en hausse, ce qui signifie que la banque peut se refinancer à bon compte et que tous les prêts, y compris les prêts hypothécaires, ne sont pas de mauvaises affaires.

Ce qui se remarque en revanche, c'est la baisse forte des impôts dus. Qu'on en juge! 1994: 497 millions; 1995: 331 millions; 1996: 227 millions. On ne trouve nulle part des commentaires sur la position du fisc. Peut-il accepter des amortissements aussi brutaux sur un seul exercice, alors que le dividende pour les actionnaires demeure inchangé?

Mais qu'il soit permis de revenir sur l'essentiel. Les amortissements 96 s'ajoutent aux amortissements antérieurs. Sur quoi portent donc les 5,5 milliards. Une banque de cette taille a une responsabilité publique. Or l'intérêt collectif est de connaître les secteurs assainis: quelle est la part des opérations immobilières aventureuses? Quelle est la part des branches industrielles, commerciales considérées désormais comme à risque? Qu'est-ce qui est sanction d'une gestion bancaire hasardeuse? Qu'est-ce qui est le reflet d'un affaiblissement chronique de l'économie suisse?

## Silence et impunité

L'absence d'informations sur des sujets aussi essentiels est affligeante. Bel exemple de confidentialisme nuisible! Mais il sert les directeurs responsables, actuels et anciens. Pourquoi 3,7 milliards d'amortissements supplémen-

taires ont-ils été nécessaires? Cette élémentaire question ne leur est pas posée? Belle impunité! On croit moins aux leçons que ces managers de l'économie privée adressent périodiquement au secteur public quand on observe combien ils sont protégés et combien ils rendent peu compte de leur gestion. ag

## En coulisses

**L**ES GRANDES FUSIONS ont aussi leurs petits effets. Ainsi la naissance de Novartis a signifié la réunion des services antifeu de Ciba et de Sandoz. Illustres depuis Schweizerhalle, les pompiers des deux entreprises ont tenu séparément leur dernier rapport de corps à la fin de l'an dernier, avant de se fondre avec des professionnels dans la division sécurité de Novartis Services SA.

**Q**UAND ILS DOIVENT renoncer au dialecte, les managers allemands préfèrent, on le sait, parler anglais. Le «business-tongue» s'impose aussi désormais chez les économistes: la récente livraison de la *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique* est, pour la première fois en 132 ans de parution, entièrement en anglais. *La Revue de politique économique*, rédigée à l'OFIAMT, publie les mêmes annonces en anglais dans ses deux éditions, allemande et française. Et Jean-Christian Lambelet a diffusé son «appel» pour la relance en anglais. Ce qui lui a valu d'être compris outre Sarine et entendu sur les bords de la Limmat.

**A**DÉFAUT DE DÉRÉGLEMENTER, Josef Azysiadis peut toujours, en sa qualité de chef du Département de la justice, de la police et des affaires militaires, épurer le Répertoire de la législation vaudoise. D'où il vient de faire extraire une trentaine de décrets, règlements et arrêtés, dont celui, daté du 4 octobre 1995, relatif à la fusion de la BCV et du Crédit foncier vaudois.